

14 JANVIER 1999. — Décret relatif à l'agrément des chambres d'hôtes et à l'autorisation de faire usage de la dénomination « Chambre d'hôtes » (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, est dénommée "chambre d'hôtes" une ou plusieurs chambres meublées faisant partie de la résidence principale du demandeur disposant, au maximum, de trois chambres destinées à être louées avec petit déjeuner inclus à des fins touristiques pour une durée d'une ou plusieurs nuitées.

Art. 3. Nul ne peut faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes" sans y avoir été autorisé par le Collège.

Art. 4. L'autorisation visée à l'article 3 est délivrée par le Collège en même temps que l'agrément en qualité de chambre d'hôtes.

L'agrément en qualité de chambre d'hôtes n'est octroyé par le Collège que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° conditions à remplir par le demandeur :

- a) être de bonne conduite, vie et moeurs;
- b) conclure un contrat écrit pour chaque occupation;
- c) être titulaire d'une assurance "responsabilité civile-exploitation";
- d) établir à l'avance un prix net de toute majoration, calculé et réclamé à la nuitée;
- e) résERVER aux hôtes un accueil de qualité, mettre tout en oeuvre pour faciliter leur séjour et les aider dans leurs recherches d'information touristique.

2° conditions liées à la qualité de l'habitation :

- a) comporter de une chambre minimum à trois chambres maximum, réservées exclusivement aux hôtes;
- b) être disponible pour recevoir des hôtes au moins quatre mois par an;
- c) être dans un état de bon entretien général;
- d) satisfaire à des prescriptions techniques arrêtées par le Collège.

Art. 5. L'autorisation et l'agrément visés aux articles 2 et 4 pourront être suspendus, refusés ou retirés :

1° si les conditions déterminées en vertu de l'article 4 ne sont pas ou ne sont plus observées;

2° si le demandeur, ou le titulaire de l'autorisation, a été condamné en Belgique ou à l'étranger, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction qualifiée au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII, titre VIII, chapitres I, IV et VI et titre IX, chapitres I et II du Code pénal sauf si la condamnation a été conditionnelle et si l'intéressé n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

Art. 6. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Collège peut accorder une prime pour des travaux d'équipement ou de transformation visant la création ou la modernisation de chambres d'hôtes au sens des articles 2 et 4 du présent décret. Cette prime ne peut excéder 50 % du coût des travaux.

La prime ne peut être accordée qu'aux conditions suivantes :

- 1° le demandeur ne peut être que le propriétaire de l'habitation concernée et ne peut être une société commerciale;
- 2° les travaux doivent exclusivement servir à la transformation, à l'équipement, à l'aménagement et à la modernisation de la "chambre d'hôtes";
- 3° les travaux doivent être entamés dans l'année de la demande et terminés au plus tard avant la fin de l'année suivante;
- 4° le coût des travaux ne peut être inférieur à 20 000 francs par "chambre d'hôtes";
- 5° la demande doit être introduite au moins 30 jours avant le début des travaux;
- 6° le demandeur doit être titulaire de l'autorisation de faire usage de la dénomination "chambre d'hôtes" ou s'engager par écrit à solliciter, s'il ne l'a pas déjà obtenue, la demande d'autorisation devant être alors introduite au plus tard à l'achèvement des travaux.

La prime ne peut être accordée pour l'acquisition même partielle d'un immeuble.

Si le demandeur a déjà obtenu une prime pour le même objet, aucune prime ne sera accordée.

Art. 7. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 3 000 francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura fait usage, sans autorisation de la dénomination visée à l'article 2

Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, y compris du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

Art. 8. Sans préjudice de la compétence attribuée aux officiers de police judiciaire, au personnel du corps de la gendarmerie, aux fonctionnaires et agents de la police locale, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Collège sont chargés de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions au présent décret. Les procès-verbaux qu'ils établissent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Ces procès-verbaux sont transmis à l'officier du Ministère public compétent et une copie en est adressée au propriétaire du logement, à l'auteur de l'infraction s'il n'est pas propriétaire de l'habitation, ainsi qu'au Collège dans les quinze jours ouvrables de la constatation des infractions.

Art. 9. Les personnes désignées à l'article 8 peuvent procéder aux contrôles jugés utiles et nécessaires à l'égard de toute personne qui utilise la dénomination "chambre d'hôtes".

A cette fin, elles sont habilitées à exiger la production de tous les documents requis et à procéder sur place à toutes les investigations nécessaires à la mission de contrôle.

Art. 10. Le décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes cesse d'être applicable en ce qui concerne les chambres d'hôtes.

Art. 11. Le Collège arrête la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 janvier 1999.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget,
des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

C. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : 68, n° 1. — Rapport : 68, n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 1998.

VERTALING

N. 99 — 294

[C — 99/31027]

**14 JANUARI 1999 . — Decreet betreffende de erkenning
van de gastkamers en de toelating om de benaming « Gastkamers » te gebruiken (1)**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder « gastkamers » één of meerdere gemeubileerde kamers die deel uitmaken van de hoofdverblijfplaats van de aanvrager, dat bestaat uit maximum drie kamers bestemd om te verhuren en waar het ontbijt in de prijs is inbegrepen. Deze verhuur gebeurt enkel voor toeristische doeleinden en duurt voor één of meerdere overnachtingen.

Art. 3. Niemand mag de naam « gastkamers » gebruiken zonder de toestemming van het College.

Art. 4. De toelating bedoeld in artikel 3 wordt gegeven door het College op hetzelfde ogenblik als de erkenning in de hoedanigheid van gastkamers.

De erkenning als gastkamers wordt enkel door het College gegeven als aan volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° voorwaarden waaraan de aanvrager moet voldoen :

a) van goed gedrag en zeden zijn;

b) voor iedere bezetting een schriftelijk contract opmaken;

c) houder zijn van een verzekering « burgerlijke aansprakelijkheid-uitbating »;

d) op voorhand een netto-prijs vaststellen die berekend en gevraagd wordt per overnachting;

e) de gasten kwaliteitsvol onthalen, alles in het werk stellen om hun verblijf zo goed mogelijk te maken en hen helpen bij het zoeken naar toeristische informatie.

2° kwaliteitsvoorraad van de woning :

a) bestaan uit minimum één en maximum drie kamers die uitsluitend gebruikt mogen worden door de gasten;

b) beschikbaar zijn om gasten te ontvangen gedurende minstens vier maanden per jaar;

c) in een algemene goede staat verkeren;

d) voldoen aan de technische voorschriften die zijn bepaald door het College.

Art. 5. De toelating en de erkenning bedoeld in artikelen 2 en 4 kunnen worden geschorst, geweigerd of ingetrokken :

1° als de voorwaarden die zijn vastgesteld in artikel 4 niet of niet langer worden in acht genomen;

2° als de aanvrager of de houder van de vergunning, in België of elders, veroordeeld is door een gerechtelijke uitspraak geveld in kracht van gewijde voor een overtreding bepaald in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel III, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II van het Strafwetboek, behalve als de veroordeling voorwaardelijk is en de betrokken uitstel heeft bekomen.

Art. 6. Binnen de perken van de in de begroting ingeschreven kredieten kan het College een premie toekennen voor de uitrustings- of verbouwingswerken voor de oprichting of modernisering van gastkamers in de zin van artikelen 2 en 4 van dit decreet. Deze premie mag niet meer bedragen dan 50 % van de kostprijs van de werken.

De premie mag enkel worden uitbetaald onder volgende voorwaarden :

1° de aanvrager mag enkel de eigenaar zijn van de betrokken woning en deze laatste mag geen handelsvennootschap zijn;

2° de werken mogen enkel en alleen dienen voor de verbouwing, de uitrusting, de inrichting en de modernisering van de « gastkamers »;

3° de werken worden aangevat tijdens het jaar van de aanvraag en voltooid uiterlijk voor het einde van het volgende jaar;

4° de kostprijs van de werken mag niet lager zijn dan 20 000 per « gastkamer »;

5° de aanvraag moet ingediend worden minstens 30 dagen vóór de aanvang der werken;

6° de aanvrager moet een vergunning hebben om de benaming « gastkamers » te gebruiken of moet, indien hij deze nog niet bezit, zich ertoe verbinden deze vergunningsaanvraag schriftelijk aan te vragen vóór de voltooiing der werken.

De premie mag niet worden toegestaan voor de aankoop, zelfs gedeeltelijk, van een woning.

Als de aanvrager hiervoor reeds een premie heeft ontvangen, kan hij er geen meer krijgen.

Art. 7. Iedereen die zonder vergunning de in artikel 2 bedoelde benaming gebruikt, kan gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en een geldboete van 100 tot 3 000 BEF ofwel tot één van deze boetes enkel.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld in dit artikel.

Art. 8. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van de gerechtelijke politie, het personeel van het rijkswachtkorps, de beambten en agenten van de lokale politie, de ambtenaren en beambten die hiertoe zijn aangesteld door het College zijn belast met de opzoeking en vaststelling, via proces-verbaal, van de inbreuken op dit decreet. De processen-verbaal blijven geldig tot het tegenbewijs werd geleverd.

Deze processen-verbaal worden verzonden naar de bevoegde officier van het Openbaar Ministerie en een afschrift wordt gestuurd naar de eigenaar van de woning, de overtreder indien deze niet de eigenaar is van de woning alsook naar het College en dit binnen vijftien werkdagen na de vaststelling van de overtredingen.

Art. 9. De in artikel 8 aangestelde personen mogen controles uitvoeren die zij nuttig en nodig achten ten aanzien van ieder persoon die de benaming « gastkamers » gebruikt.

Daartoe worden zij gemachtigd om alle vereiste documenten te eisen en ter plaatse over te gaan tot alle nodige controleonderzoeken.

Art. 10. Het decreet van 16 juni 1981 houdende inrichting van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers wordt opgeheven wat betreft de gastkamers.

Art. 11. Het College legt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet vast.

Bekrachtigen dit decreet, verkondigen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Brussel, 14 januari 1999.

H. HASQUIN,

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen.

C. PIQUE,

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van Middenklasse.

E. TOMAS,

Minister, Lid van het College, belast met Genzondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999*

Documenten van de vergadering. — Ontwerpdecreet : 68, nr. 1. — Verslag : 68, nr. 2.

Volledig verslag. — Debat en aanneming. Zitting van 18 december 1998.